



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1635

mercredi 31 janvier 2024

- Intensification des manifestations antigouvernementales émaillées de violences dans plusieurs villes
- Écoles paralysées, commerce au ralenti, tensions...
- Human Rights Watch souhaite une réponse internationale urgente contre les niveaux de violence terrifiants
- Violences des gangs : Brutalités accrues dans plus de 50% des déplacements forcés de plus de 310 000 personnes en 2023, relève l'OIM

>> Intensification des manifestations antigouvernementales émaillées de violences dans plusieurs villes

Les mouvements de rue, parfois émaillés de violences, se multiplient depuis plusieurs jours dans plusieurs villes de province pour exiger le départ du premier ministre *de facto* Ariel Henry. Celles-ci ont provoqué des perturbations des commerces, des écoles et des transports. Deux personnes auraient trouvé la mort, lors de protestations dans le département du Nord-Est. Au Cap-Haïtien, aux Cayes, à Ouanaminthe et Petit-Goâve, des manifestants ont dressé des barricades de pneus enflammés dans les rues. Le 29 janvier, à l'appel du dirigeant du parti politique Pitit Dessalines, Moïse Jean-Charles, une manifestation pour réclamer la démission d'Ariel Henry avant le 7 février, a rassemblé des milliers de personnes au Cap-Haïtien. Ce même jour, dans la commune des Roseaux (Grande Anse), Gilbert Merzier a été tué par balle lors d'une intervention musclée de la Police Nationale d'Haïti pour disperser la foule. Sa mort porte à cinq le nombre de personnes tuées depuis le début des mouvements de protestations dans la Grande Anse contre le gouvernement *de facto*. A Jérémie, le journaliste Xavier Charlemagne, de Radio Lanbi, a été blessé au pied, lors de la dispersion des manifestants. Quatre personnes ont été tuées par balles et plusieurs autres blessées, lors d'une fusillade le 22 janvier également à Jérémie, lors d'une protestation anti-gouvernementale. Des violences sont également enregistrées, quelques jours après la décision du gouvernement de nommer de nouveaux dirigeants à la délégation départementale et au conseil exécutif intérimaire de cette ville. Lors d'une conférence de presse à Jérémie le 29 janvier, [les agents de la Brigade de surveillance des aires protégées \(BSAP\) ont déclaré appuyer les mobilisations anti-gouvernementales, visant à libérer Haïti et ont réitéré leur soutien à l'ancien officier de police Guy Philippe et Jeantel Joseph](#), ex-directeur général de l'Agence nationale des aires protégées (ANAP). Selon un communiqué du gouvernement *de facto* d'Ariel Henry, « [Les agents environnementaux de la BSAP ne sont plus autorisés à circuler avec armes et uniformes](#) ».

>> **Écoles paralysées, commerce au ralenti, tensions**

La grève générale de 3 jours a pris fin ce mercredi 31 janvier pour permettre aux élèves de revenir en classes. Mais, les organisations syndicales projettent 3 autres journées de grève générale la semaine prochaine. Les gens sont restés chez eux et cela a causé une paralysie des activités, pendant que de violentes tensions sont observées dans plusieurs villes de province. Beaucoup d'établissements scolaires ont gardé leurs portes fermées à Port-au-Prince, où la circulation a été très réduite, les magasins fermés et le commerce informel absent. Beaucoup d'élèves étaient également renvoyés chez eux. Des entreprises, comme les banques et les stations-services, ont ouvert très tard dans la journée. Des patrouilles de police sillonnaient les rues dans certains endroits stratégiques. En fin de semaine dernière, des gens ont tenté de se ravitailler en prévision d'éventuelles turbulences à l'approche du 7 février.

>> **Human Rights Watch souhaite une réponse internationale urgente contre les niveaux de violence terrifiants**

La directrice exécutive de l'organisation internationale Human Rights Watch (HRW), l'Australienne Tirana Hassan, déplore les niveaux de violence terrifiants, auxquels sont confrontés les Haïtiennes et Haïtiens, dans un discours prononcé lors d'une réunion, le 25 janvier, au Conseil de sécurité de l'ONU sur la crise en Haïti. « Chaque jour qui passe, sans une augmentation significative du soutien international pour répondre à tous les aspects de la crise, met davantage de vies en danger » en Haïti, prévient-elle. « L'ONU a commis de nombreuses erreurs en Haïti. C'est l'occasion de bien faire les choses, de soutenir les efforts haïtiens en faveur d'une gouvernance démocratique et du respect des droits humains, et de mettre fin aux cycles mortels de violences et d'abus ». HRW rapporte que de nombreuses personnes ont déclaré ne voir aucune alternative au soutien international, [en dépit des échecs et des abus associés aux interventions internationales passées en Haïti](#).

>> **Violences des gangs : Brutalités accrues dans plus de 50% des déplacements forcés de plus de 310 000 personnes en 2023, relève l'OIM**

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) signale que « L'extrême brutalité, à laquelle sont confrontés les Haïtiennes et Haïtiens, aggrave les profondes inégalités, les niveaux élevés de privation des besoins humains fondamentaux et un environnement sécuritaire fragmenté. 94% des personnes déplacées en Haïti sont originaires du département de l'Ouest, la capitale en étant la principale source ». Selon la Matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'OIM, rendue publique en octobre 2023 à Genève, la plupart des personnes déplacées, à cause de la terreur des gangs armés en 2023 en Haïti, sont des femmes et des enfants. Ces milliers de personnes se trouvent dans des installations spontanées et des centres collectifs inadéquats et précaires, dorment dans la rue et sont entassées dans des salles de classes. « [Les conditions dans les sites improvisés en Haïti sont extrêmement précaires, exposant les personnes déplacées internes à une plus grande vulnérabilité et à de nouvelles formes de violence](#) ».